

## **Services d'approvisionnement: Questionnaire de diligence raisonnable**

Le présent questionnaire fait partie du Cadre de responsabilité sociale des entreprises (RSE) de la CCC et concorde avec son Code de conduite et de déontologie des affaires (Code). Il a pour but d'aider la CCC dans son processus de vérification préalable

## **Section 2 – Propriété**

2.1 Depuis combien d'années votre entreprise est-

## **Section 5 – Intégrité et déontologie des affaires**

**Au cours des cinq dernières années :**

Si vous répondez *Oui* à l'une des questions suivantes, **veuillez fournir l'information demandée en pièce jointe.**

5.1





8.6 L'agent ou ses employés suivent-ils une formation anti-corruption / anti-pots-de-vin?	<b>Oui</b>	<b>Non</b>
8.7 L'agent a-t-il participé ou participera-t-il à des réunions avec des agents publics de l'acheteur ?  Si oui, veuillez indiquer quelles fonctions l'agent remplit lors de ces réunions. L'agent participe-t-il à des réunions avec l'acheteur sans la présence de votre entreprise?	<b>Oui</b>	<b>Non</b>
8.8 Si l'agent est une personne morale, appartient-elle en partie à un représentant du gouvernement ou à ses proches, ou a-t-elle d'autres liens étroits avec un gouvernement, un organisme gouvernemental ou un représentant du gouvernement?	<b>Oui</b>	<b>Non</b>

## **Section 9 – Certificat de conformité**

Le présent certificat est fourni avec l'intention qu'il puisse servir de base à la CCC/MAECD pour conclure un accord d'arrangement en matière d'approvisionnement avec le fournisseur.

Je suis un cadre supérieur de l'entreprise et, à ce titre, j'atteste, au meilleur de mes connaissances, et après avoir effectué des vérifications raisonnables, que les réponses figurant dans le présent questionnaire sont fidèles et exactes à tous les égards importants.

Suivant la [politique sur la transparence et la responsabilisation](#) de la CCC, dans l'éventualité qu'un contrat principal résulte des efforts conjoints des parties, la CCC cherchera à obtenir le contentement de l'acheteur étranger et de l'exportateur afin de divulguer les informations suivantes reliées aux transactions de ventes à l'exportation consenties par la CCC :

- x Nom du fournisseur;
- x Pays de destination (destination);
- x Description générale des biens et services;
- x Valeur de l'entente en matière d'approvisionnement (gamme uniquement).

J'ai pris connaissance du document [Intégrité – Formulaire de déclaration](#) et de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) de Services publics et Approvisionnement Canada, et je confirme que notre entreprise ne serait pas déclarée inadmissible ou suspendue, l'empêchant ainsi de conclure un contrat ou un accord immobilier avec le gouvernement fédéral.

